

# Ancrer la sobriété énergétique sans braquer, un défi pour les collectivités



En mai dernier, l'atelier de l'association Amorce a permis d'analyser les fausses pistes et les bonnes réponses à apporter à l'explosion des factures d'énergie des collectivités.

**L'heure est au bilan. Après un effort conséquent l'année passée en matière de sobriété, l'évaluation est indispensable. Les collectivités doivent faire le tri dans leurs mesures et en chercher de nouvelles.**

On peut apprendre en s'amusant. Aux Assises européennes de la transition énergétique, organisées à Bordeaux du 23 au 25 mai, c'est à une espèce de jeu de rôles que se sont prêtés les participants à un atelier organisé par l'association Amorce. Le but : se mettre à la place d'un responsable financier d'une commune de 2 000 habitants voyant ses contrats énergétiques arriver à échéance et anticipant une explosion soudaine de sa facture.

La situation n'est bien sûr pas sans rappeler celle – bien réelle – vécue par moult collectivités depuis l'automne dernier. Et même si le temps est à l'accalmie, l'hiver prochain ne sera pas de tout repos pour ceux qui ne remettent pas la sobriété sur l'ouvrage. Si les décisions prises dans l'urgence ont eu des résultats qui ont dépassé les attentes, il n'est pas acquis que leurs effets soient les mêmes sans efforts supplémentaires. « Certaines mesures ont braqué pas mal de monde. Ce sera peut-être beaucoup plus difficile l'année prochaine ! », prévient le responsable énergie d'une collectivité.

La discussion s'engage. Pour le cas d'école présenté, un participant rappelle la base : chauffage à 19 °C, climatisation à 26... « avec un rendez-vous à la fin de la saison de chauffe pour ajuster les températures aux besoins », nuance un autre.

### **Modèle à construire**

Ces échanges font l'intérêt de l'atelier. Après le temps de l'improvisation et de l'application studieuse des conseils de techniciens vient celui du bilan, de l'écoute, de l'ancrage dans les habitudes de ce qui a marché et de l'analyse des fausses pistes... Bref, de la définition d'un modèle de sobriété choisie.

Illustration avec les politiques d'éclairage public qui ont fortement évolué en un an et qui ont suscité des réactions divergentes d'un territoire à l'autre, notamment en cas de coupure totale la nuit, entre nécessaires économies d'énergie et impératifs sécuritaires. Autre sujet, le fait de moins chauffer les bassins des piscines nécessite beaucoup d'échanges et un esprit d'équilibre. On ne demande pas le même effort à des personnes âgées et à des plongeurs qui s'offusquent de quelques degrés de moins alors que « quand ils vont plonger en lac à 80 mètres, la température ne leur pose pas problème », analyse un agent qui a été confronté à des conflits l'hiver dernier.

### **Optimisation foncière**

Dans les bâtiments administratifs, la nomination de référents est une bonne manière de faire comprendre les enjeux et de tester des solutions comme la proposition faite aux usagers d'allumer eux-mêmes le chauffage quand ils arrivent le matin... « C'est quelque chose qu'on n'avait pas osé auparavant », rapporte un agent. Conjuguée au télétravail, cette mesure a permis dans sa commune de réaliser plus de 20 % d'économie. Difficile par ailleurs de faire l'impasse sur l'optimisation foncière avec une mutualisation des espaces lorsque le télétravail se développe et pourquoi pas la cession d'une partie du patrimoine afin de financer des travaux de rénovation dans ceux qui restent.

Chacun y va de ses petites mesures : suppression de l'eau chaude dans les sanitaires, extinction automatique des machines à café, bilan mensuel des consommations avec les usagers, charte de sobriété signée avec les commerçants ou les associations subventionnées... Et surtout l'essentiel : dégager du temps pour qu'un agent puisse construire, suivre, faire évoluer cette politique. « Si on ne met pas de moyens, difficile d'avoir des résultats », lance un élu. Le nerf de la guerre. Toujours.

## La recherche d'économies d'énergie toujours de mise

Les prix du gaz se sont tassés. Après avoir battu tous les records, les marchés de l'électricité ont arrêté de s'affoler. Difficile pourtant de parler de retour à la normale. Sur le gaz, les stocks nationaux sont pleins, mais la fin, depuis le 30 juin, des tarifs réglementés de vente (TRV) et du bouclier tarifaire protégeant les gros consommateurs apporte quelques incertitudes. Côté électricité, la situation est moins tendue qu'il y a un an. Pour autant, EDF n'en a pas fini avec les problèmes dits de corrosion sous contrainte de son parc de réacteurs nucléaires. Sur les marchés, l'électricité à terme est toujours plus chère en France que chez ses voisins. Enfin, les discussions entre Européens pour savoir comment réformer le système piétinent. Dans un tel contexte, toute économie est bonne à prendre.

Publié le 18/09/2023 – Le Courrier des Maires